**Pour les enseignants des écoles, collèges, lycées et les universités aussi**

Je souhaite vous faire part de quelques remarques qui pourraient être éventuellement transmises à Claude Roiron  ; secrétaire nationale du PS à l’éducation, à destination de Ségolène Royal.

Certes, je ne pense pas que je sois le seul à faire des suggestions :

mais crois que si Ségolène Royal rencontrait quelques enseignants choisis et qu’elle discutait avec eux et les écoutait  de “l’intérieur “, elle pourrait trouver des mots pour dire et faire sentir qu’elle a compris la crise profonde qui frappe l’école aujourd’hui, que les causes en sont multiples et qu’elle est le résultat d’un lent processus très profond, qui concerne l’ensemble de la société et qu’elle est déterminée à engager, dès son élection,  un processus patient pour prendre en compte, les réalités actuelles, et les surmonter  avec les enseignants et non pas contre eux.

Il y a par exemple à reconnaître l’existence

* des difficultés réelles des métiers de l’enseignement aujourd’hui, du fait des multiples facteurs de contexte : les transformations des relations entre les générations au fil des décennies ; le processus socio-historique qui font que, par exemple, la crise de l’autorité n’est pas due, contrairement à ce qui a été affirmée, à un événement particulier ; parmi les facteurs de  contexte il y  a aussi **la fin de l’assurance** de débouché et d’entrée dans la vie adulte même avec une formation et une qualification acquises, il n’y a plus d’assurance d’un emploi et d’un revenu stable qui permet de faire des projets, etc.
* l’état de découragement dans lequel sont nombre d’enseignants et d’établissements du fait du sentiment qu’il n’y a pas de solution et que la crise est comme définitive et ne peut qu’empirer
* l’insuffisance quantitative du nombre des candidats aux fonctions de direction
* la complexité extrême des compétences à développer pour être enseignant et cadre de direction à l’école
* la tendance quasi systématique à procéder à des analystes simplistes qui consistent à accuser les enseignants  en général d’être responsables de la crise de l’école, alors que les causes sont multiples et que s’ils portent une responsabilité d’ordre général, c’est en tant que citoyens au même titre que tous les autres citoyens, et non en tant qu’enseignants
* etc.

Si Ségolène Royal  rencontrait, dans un certain cadre de discussion et “d’échanges informels” des enseignants qui souffrent et qui pensent, je suis convaincu que notre candidate trouverait ce qu’il y a à dire pour reconquérir les enseignants.

Il ne s’agit pas en effet de dicter à Ségolène Royal ce qu’elle devrait dire, mais de créer les conditions d’une rencontre utile pour ses adresses à nos concitoyens et aux enseignants en particulier
Je peux trouver quelques personnes pour cela

Ségolène Royal, en fonction de ce qu’elle est elle-même, de sa sensibilité propre trouverait des mots pour dire quelque chose publiquement aux enseignants afin qu’ils sentent
qu’elle a pris le temps de véritablement d’approcher les réalités actuelles de l’école
elle pourrait ainsi gagner des voix, et préparer ainsi le processus de concertation
à venir…

**Pour les universités,**
il y a beaucoup à dire, que je ne développerai pas ici,
deux points importants parmi d’autres que je souhaite souligner   :

- **1) L’évaluation.**il y a un coup d’arrêt immédiat à donner et à annoncer afin de  mettre un terme à la tentation “évaluatrice” , et à la société de l’évaluation généralisée, qui fait que l’on passe déjà plus de temps à évaluer qu’à travailler et à créer et transmettre.

Sous couvert d’amélioration du système universitaire, la direction générale des enseignements supérieurs  a donc récemment créé une agence de l’évaluation de la recherche et des enseignements supérieurs.
L’évaluation des équipes de recherche, des diplômes et des universités sera mise entre les mains d’une petite poignée de personnes qui ne pourront nullement prendre en compte, à supposer qu’elles en aient, dans le meilleur des cas, la volonté, la complexité (Edgar Morin)
Ceux qui comme moi connaissent bien le fonctionnement de l’université, savent que les systèmes d’expertise qui ont prévalu jusqu’ici n’ont  rien de scientifique, et que la plupart des décisions  sont d’ordre strictement politique.
L’invocation   de la science est un alibi.

Il faut donc annoncer la suppression de cette agence et une remise à plat de l’expertise par des concertations en différenciant selon les sciences et domaines enseignés à l’université, et en renonçant à renforcer l’impérialisme anglo-saxon et les mouvances idéologiques associées en matière de supports de publication.…

(Bien entendu pour évaluer, il faut des évaluateurs et des évaluateurs des évaluateurs et ainsi de suite, qui sera le superévaluateur ?……
Cette annonce fera gagner des voix chez un grand nombre d’universitaires qui en ont marre de passer leur temps à des tâches d’évaluation et ils sont nombreux, à moins que certains n’y trouvent une jouissance déshumanisante mais peu féconde pour la recherche elle-même.

**- 2) la tentation du gigantisme**Sous couvert d’atteindre une taille critique suffisante et avoir une visibilité mondiale, le “ministère” croit avoir trouvé la solution magique en prescrivant aux universités et aux équipes de recherche  des regroupements.
Cette tendance très actuelle ignore délibérément les fonctionnements réels des institutions et de groupements humains et les conditions utiles pour être efficace individuellement et collectivement.

Plus on est gros plus on serait productif ?
SI l’on veut développer l’excellence , il faut choisir au contraire des structures à taille humaine, où les gens qui ont à coopérer puissent se retrouver facilement dans les mêmes lieux sans passer la moitié de leur temps en transport ; les courriels et le téléphone ne suffisent pas pour coopérer…

il y a lieu de mettre en veilleuse ces projets, à moins que l’on veuille  créer de gros ensembles absolument ingérables et indirigeables et donc les paralyser.

Devenir plus gros et soit disant plus visible ne fera pas venir davantage des étudiants étrangers, car tel est l’argument parfois avancé

Si l’on veut avoir plus d’étudiants étrangers, il y a lieu de réfléchir plus longtemps et plus profondément ;
L’excellence affirmée d’établissements d’autres pays que le nôtre dépend des influences politiques qu’ils savent exercer sur les revues par exemple, etc. ou sur les qualités matérielles de l’accueil …

Il faut laisser respirer l’ensemble du système universitaire et de recherche.

Amitiés socialistes

André Sirota